



Bonjour,

Le mois de mars a mis à rude épreuve les économies du monde entier. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 5%, faute de conviction que les conditions soient réunies pour pouvoir amorcer une baisse des taux d'intérêt au pays. La Réserve fédérale estime que la croissance économique américaine va demeurer « morose » pour au moins les deux années à venir. Nombre d'experts s'attendent à ce que l'Allemagne, le « moteur économique de l'Europe », entre en récession en cours d'année. En Grande-Bretagne, la consommation des ménages est à présent presque au point mort. Enfin, un nombre grandissant d'analystes ne croient pas que la Chine puisse atteindre son objectif officiel d'une croissance économique de 5% en 2024.

Bonne lecture !

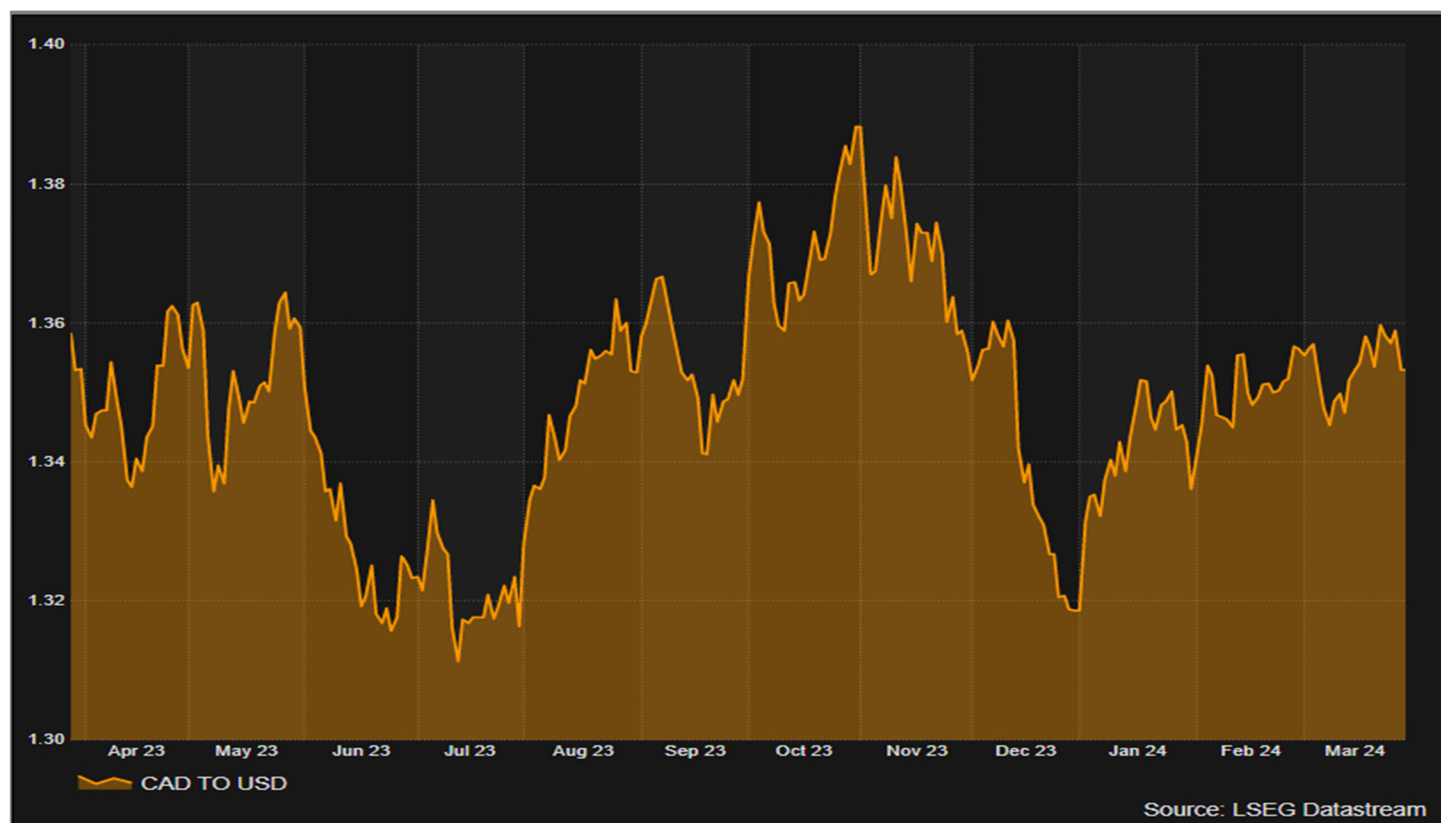


## CAD

En mars, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur passer de 1.3575 à 1.3522. Au début du mois, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 5%, n'étant pas convaincue que les conditions soient réunies pour pouvoir amorcer une baisse des taux d'intérêt au pays. Dans ses délibérations, on apprend que ses experts estiment que le niveau d'inflation, qui est aujourd'hui de 2.8%, devrait avoisiner les 3% durant les prochains mois.

La Banque du Canada s'inquiète surtout de l'immobilier, plus précisément des coûts des intérêts hypothécaires et des loyers. Ces derniers sont à la hausse ces temps-ci, et cela alimente l'inflation. De plus, d'autres composantes du coût du logement, comme l'assurance habitation, l'impôt foncier et les frais de réparation, sont eux aussi en forte augmentation. Résultat? La reprise du marché immobilier à laquelle on assiste en ce début de printemps risque fort d'accentuer ces coûts, et donc de « retarder le retour de l'inflation à notre cible de 2% », indique le comité directeur de la Banque. Ce dernier refuse de dire quand pourrait survenir la prochaine baisse du taux directeur, si ce n'est qu'elle devrait avoir lieu « au courant de 2024 ».

Au Québec, l'économie souffre d'une extrême faiblesse. La province est entrée en récession, les deux derniers trimestres de 2023 ayant enregistré un produit intérieur brut (PIB) dans le rouge, selon Statistique Canada. Quant aux données du premier trimestre de 2024, elles ne sont pas encore officielles, mais n'augurent aucune amélioration notable. Le taux de chômage est passé au Québec de 4.5% en janvier à 4.7% en février, selon Statistique Canada. Desjardins prévoit qu'il augmentera au fil du temps, pour atteindre 5.6% en fin d'année. C'est bien simple, depuis le début de 2024, l'économie tourne globalement au ralenti et les entreprises rivalisent de prudence en matière d'embauche. Tu Nguyen, économiste chez RSM Canada, considère que nous entrons à présent dans un marché de l'emploi potentiellement « favorable aux employeurs ». En effet, la hausse du taux de chômage s'accompagne d'un ralentissement de la hausse des salaires, qui n'était plus au Québec que de 3.3% en février sur un rythme annuel, et cela peut avoir pour conséquence un « prévisible changement d'attitude des travailleurs », qui se feront moins hésitants à prendre un emploi et moins regardants sur la rémunération.



## USD

L'indice DXY est passé en mars de 103.86 à 104.50. La Réserve fédérale (Fed) a maintenu en mars ses taux directeurs dans une fourchette allant de 5.25% à 5.5%. Le président de la Fed, Jerome Powell, a expliqué cette décision en indiquant que la banque centrale américaine n'avait toujours pas gagné sa lutte contre l'inflation, qui est actuellement de 3.2% chez notre voisin du Sud. Il a ajouté que, même si le calendrier demeurerait « incertain », la Fed s'attendait toujours à être en mesure d'effectuer « trois baisses de taux d'ici la fin de 2024 ». Ses experts anticipent que le taux de chômage américain sera de 4% à la fin de l'année ; en décembre dernier, il était de 4.1%. Ils pensent que le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis enregistrera en 2024 une croissance de seulement 2.1% ; leur précédente prévision était de 1.4%. Quant à 2025, le PIB devrait croître d'environ 2%.

Cette morosité se reflète dans les résultats du dernier World Happiness Report, qui classe chaque année plus de 140 pays en fonction du bonheur ressenti par leurs habitants. Il se trouve en effet que les États-Unis ont quitté le Top 20 du palmarès, pour la première fois depuis son existence. Cette chute découle en grande partie du profond désarroi des Américains âgés de moins de 30 ans : pour cette tranche-là de la population, les États-Unis figurent carrément au... 62e rang du palmarès! Les jeunes Américains sont aux prises avec le sentiment que l'avenir ne leur sourit pas, et ne voient pas comment cela pourrait changer. L'économie stagne, et avec elle, leur futur.

Un récent sondage mené par le quotidien USA Today a mis au jour le fait que 74% des milléniaux (les 27-42 ans) sont convaincus qu'ils sont « en retard sur le plan financier » par rapport aux autres générations lorsque les membres de celles-ci avaient leur âge. Par exemple, l'achat d'une maison leur semble un « rêve mort-né » alors que, pensent-ils, leurs parents et leurs grands-parents, eux, pouvaient parfaitement être déjà propriétaires, au même âge. Dans le même ordre d'idée, ils pensent que le « tissu social et familial » est moins tissé serré qu'auparavant, si bien que nombre d'entre eux se retrouvent « tout seuls » pour bâtir leur vie. Et tout cela nuit gravement à leur bonheur.

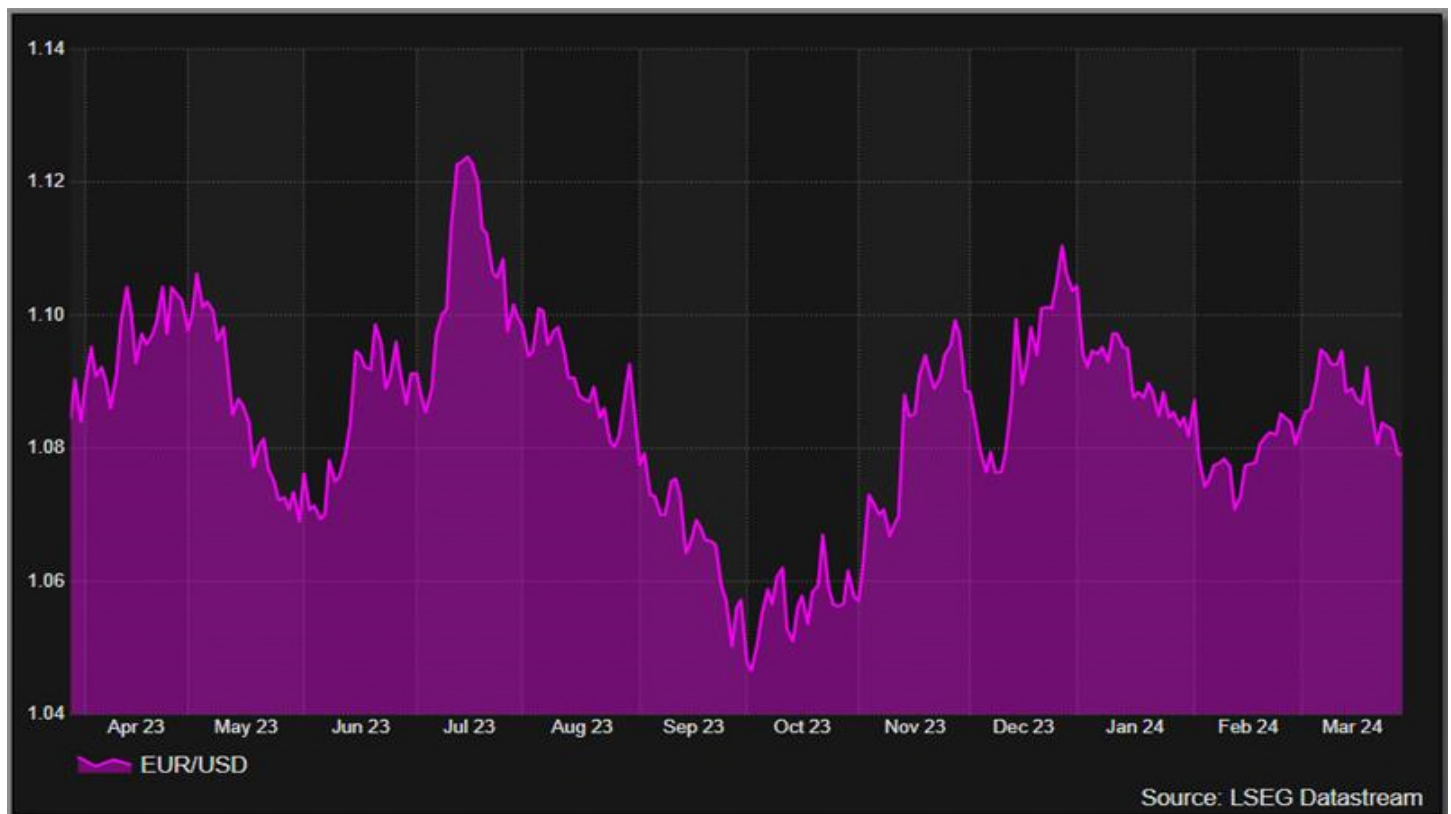


## EUR

La paire EURUSD a vu sa valeur diminuer en mars de 1.0837 à 1.0792. Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré qu'elle envisagerait sérieusement d'amorcer la baisse des taux d'intérêts à partir du mois de juin. « Nous disposerons alors de nouvelles données nous permettant de savoir si la pression a vraiment baissé, ou pas, pour l'inflation et le marché du travail dans la zone euro », a-t-elle expliqué à l'occasion d'un discours donné à Francfort, en Allemagne.

L'inflation était de 2.6% en février, voisine, donc, de la cible de 2% visée par la BCE. Toutefois, l'inflation des services était, elle, stable à 3.9%, soit un niveau un peu trop élevé au goût de Christine Lagarde, qui se promet d'y jeter un œil attentif jusqu'en juin prochain. Les dernières projections de la BCE voient l'inflation dans la zone euro à 2.3% en 2024, 2% en 2025 et 1.9% en 2026. Le moteur de l'économie de la zone euro semble être reparti en mars. L'indice PMI composite de S&P Global est en effet passé de 49.2 en février à 49.9 en mars, et est donc maintenant très proche de la ligne (50) qui délimite la contraction de l'expansion économique. Ce gain est surtout dû au secteur des services : l'indice PMI des services est passé en un mois de 50.2 à 51.1. En revanche, la production manufacturière est toujours à la traîne, l'indice PMI manufacturier étant resté quasiment inchangé, à 46.8 en mars.

Les entrepreneurs allemands semblent avoir perçu ce regain d'activité, car le moral connaît actuellement du mieux. Le baromètre de confiance des chefs d'entreprise allemands de l'institut Ifo a bondi de 85.7 en février à 87.8 en mars, alors que la plupart des analystes s'attendaient à un score de 86. « L'économie allemande entrevoit de la lumière au bout du tunnel », commente Clemens Fuest, le président de l'Ifo, en soulignant que le regain d'optimisme en l'avenir concerne « l'industrie manufacturière, les services, le commerce comme la construction ». Malgré cette amélioration, Carsten Brzeski, économiste chez ING, considère toutefois qu'« une forte reprise n'est pas encore en vue ». Il met en garde contre plusieurs facteurs qui pourraient nuire à la croissance à court terme, notamment les problèmes de chaîne d'approvisionnement causés par les tensions en mer Rouge et la vague de grèves qui secoue l'Allemagne, ces temps-ci.



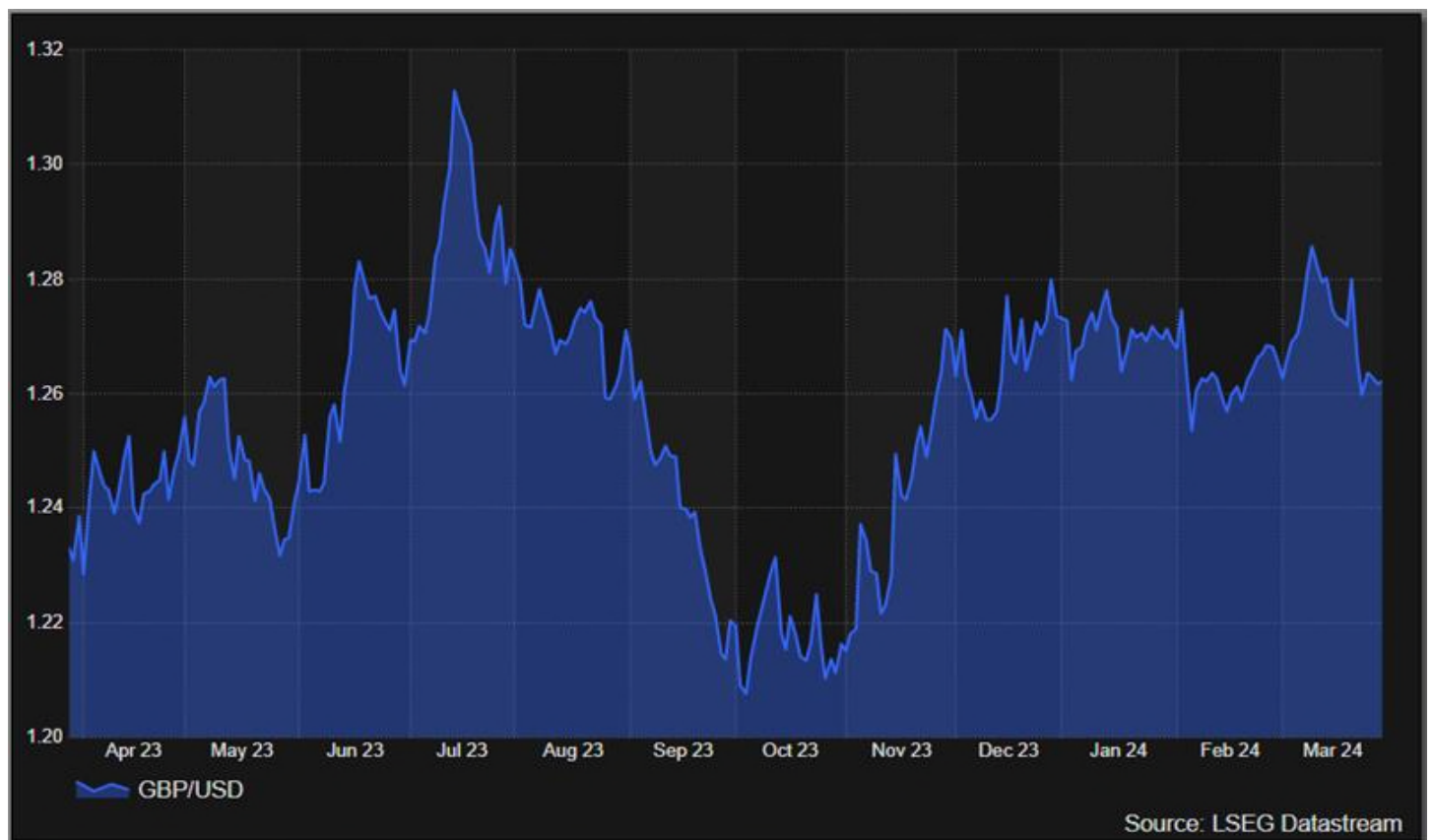
## GBP

En mars, la paire GBPUSD est passée de 1.2650 à 1.2637. L'économie britannique est en expansion, comme en attestent les derniers indices PMI de S&P Global. Ainsi, l'indice PMI des services est en mars à 53.4 et celui de la production manufacturière à 50.2, un plus haut en 13 mois ; les deux scores sont au-dessus de 50, qui marque la limite entre contraction et expansion économique. Chris Williamson, économiste en chef, affaires, de S&P Global Market Intelligence, trouve ces données « encourageantes ». Elles vont de pair avec les données préliminaires du produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne, qui semblent indiquer un rebond de l'ordre de 0.2% au premier trimestre de 2024. Le pays était en récession depuis la mi-2023.

L'agence de notation internationale Fitch a ainsi révisé la perspective du crédit souverain de la Grande-Bretagne de « négative » à « stable », citant à ce sujet l'atténuation des risques de politique économique. Dans la foulée, elle a également confirmé sa note de crédit souverain à « AA- ». Même si la performance économique va en s'améliorant, des « facteurs structurels contraires » ne vont toutefois pas manquer de freiner la croissance, estime Yael Selfin, l'économiste en chef de KPMG Grande-Bretagne. La progression du PIB devrait s'établir à 0.3% en 2024, puis s'accélérer pour atteindre 0.9% en 2025, et à plus long terme, elle devrait avoisiner les 1% par an durant une décennie, selon les dernières prévisions de KPMG Grande-Bretagne.

La consommation des ménages ne devrait progresser que de 0.5% en 2024 et de 1.5% en 2025, selon les experts de KPMG Grande-Bretagne. Et les employeurs semblent en avoir conscience, vu qu'ils hésitent « fortement » à s'engager dans de nouvelles opérations de recrutement et qu'ils reconsidèrent « sérieusement » leurs plans d'investissement.

L'un des marchés qui souffre le plus de la demande atone est celui de l'immobilier. Les coûts d'emprunt toujours élevés et l'interminable attente d'une baisse des taux d'intérêt ont pour conséquence de maintenir les transactions immobilières à de bas niveaux, les emprunteurs potentiels retardant leurs achats en attendant de meilleures offres. Et rien ne semble indiquer un prochain changement de tendance, considère Yael Selfin.



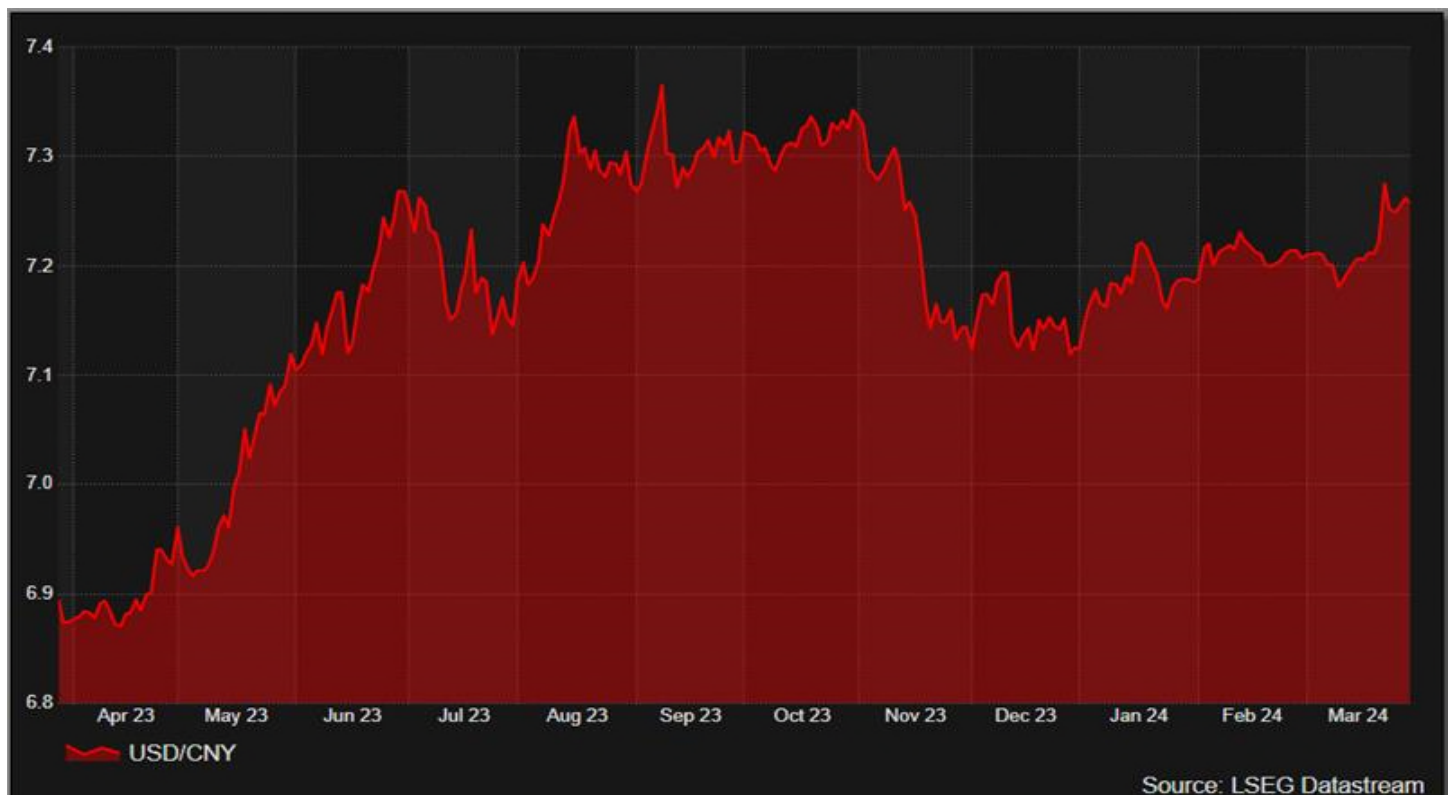


## CNY

Au cours du mois de mars, la paire USDCNY a progressé de 7.1960 à 7.2203. Le 22 mars, elle a atteint la valeur de 7.24, ce qui ne s'était pas vu depuis quatre mois. Cela a tellement inquiété les autorités chinoises qu'elles ont incité les banques d'État à intervenir pour enrayer cette progression. Sur les trois derniers mois, le yuan a perdu 2% de sa valeur. Plusieurs facteurs expliquent la faiblesse actuelle du yuan par rapport aux autres devises, estime Carlos Casanova, économiste principal, Asie, de l'Union Bancaire Privée (UBP). Les deux principaux sont le renforcement de l'USD en raison de l'évitement de la récession aux États-Unis ainsi que la forte dépréciation du yen après que la Banque du Japon a mis fin à sa politique de taux d'intérêt négatifs.

À cela s'ajoute le fait que l'économie chinoise n'en finit pas d'être malmenée. Un exemple frappant est celui du marché immobilier. En janvier et février, les investissements immobiliers ont chuté en Chine de 9% par rapport à la même période de 2023, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Lors des dernières réunions de l'Assemblée populaire nationale, les dirigeants chinois se sont engagés à « affiner » les politiques du secteur immobilier, notamment en augmentant le financement des promoteurs et en construisant davantage de logements abordables. Un autre sujet de préoccupation a trait à l'emploi. Alors que le taux de chômage est de 5.2%, celui des 16-24 ans est de 14.6%, selon les données officielles divulguées en mars. En décembre dernier, 14.9% des membres de la génération Z étaient au chômage, et en juin 2023, pas moins de 20%. C'est que les jeunes Chinois pâtissent du ralentissement de l'économie du pays qui sévit depuis la pandémie de COVID-19, et des entreprises qui rechignent en conséquence à leur offrir un premier emploi.

Cela étant, une lueur d'espoir pointe à l'horizon : les ventes au détail ont crû de 5.5% en février, et avec elles, les prix à la consommation, de 0.7%, après des mois de baisse. Mais Louise Loo, économiste d'Oxford Economics, craint que ce regain ne soit que temporaire, car « artificiellement stimulé » par les dépenses liées aux vacances du Nouvel An lunaire, la plus grande fête de l'année en Chine. « Sans de prochaines dépenses publiques massives, il sera difficile de maintenir une belle croissance de l'économie chinoise », soutient-elle, en soulignant au passage son scepticisme quant à la possibilité pour Beijing d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé pour 2024, soit une croissance économique « d'environ 5 % ».



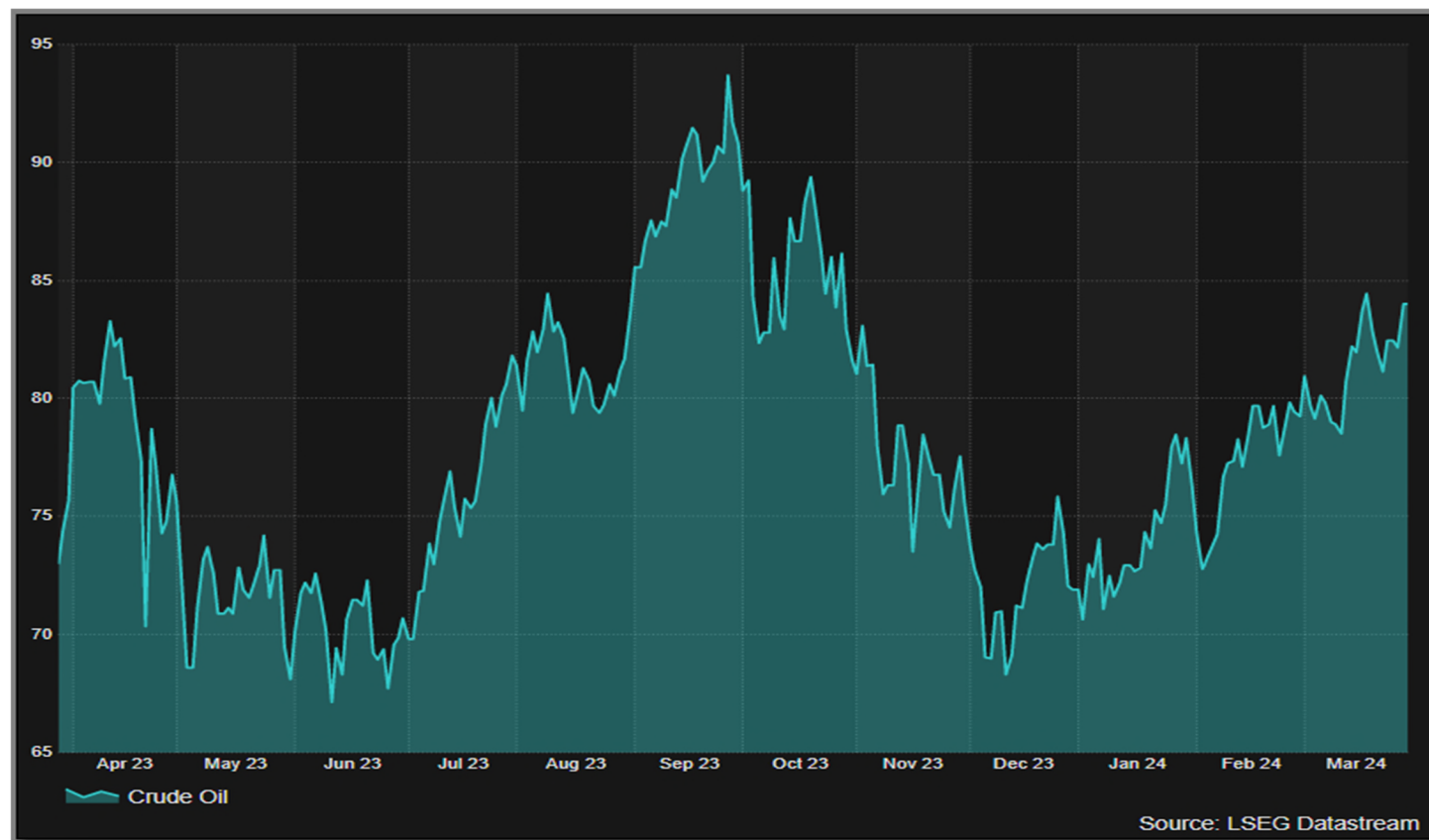
## PÉTROLE

Les contrats à terme sur le brut WTI s'échangeaient à 83.19 USD à la fin de mars, ce qui correspond à une progression de 13% depuis le début de l'année. Cette hausse se produit alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe un déficit d'approvisionnement en pétrole pour l'année en cours. D'une part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus dix pays dont la Russie, (OPEP+) a réitéré sa décision de réduire sa production « de manière significative » jusqu'à la mi-2024, et caresse l'idée de la prolonger jusqu'à la fin de l'année. D'autre part, les experts de l'AIE ont récemment revu à la hausse leur prévision de la demande mondiale, de 110 000 barils par jour pour un total de 1.3 million de barils par jour.

À cela s'ajoutent de vives tensions géopolitiques. Il y a les attaques à répétition de drones ukrainiens contre des raffineries de pétrole russes, qui font croître les prix « de plus de 2% », selon Trading Economics. Il y a aussi le conflit armé de Gaza entre Israël et le groupe Hamas, qui a des répercussions militaires et logistiques jusqu'en mer Rouge, les pétroliers qui alimentent l'Europe ne pouvant quasiment plus y circuler et devant, en conséquence, emprunter la voie plus longue et plus dispendieuse qui contourne le continent africain.

Les prix du pétrole devraient continuer d'augmenter dans les mois à venir, estiment les experts de la banque d'investissement Goldman Sachs. Les contrats à terme sur le brut WTI pourraient ainsi atteindre sous peu les 87 USD, et d'ici la fin de 2024, tutoyer la barre symbolique des 100 USD.

C'est qu'une décision largement anticipée par les analystes devrait survenir dans les prochains mois, à savoir l'amorce généralisée de la baisse des taux d'intérêts, à commencer par le taux directeur de la Réserve fédérale (Fed). Nombre d'experts s'attendent à ce que cela se produise en juin prochain, sinon durant l'automne 2024. Or, les experts de Goldman Sachs ont noté que lorsqu'une baisse des taux est amorcée aux États-Unis, hors période de récession, cela se traduit en général par une « forte hausse » des prix du pétrole brut. Dans le cas présent, cette hausse pourrait être « de l'ordre de 15% », estiment-ils.



## VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

### VIF ENGOUEMENT POUR LE TRAVAIL AUTONOME

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les entreprises en proie à la pénurie de main-d'œuvre. Le travail autonome est en train d'« exploser », et l'une des raisons principales est que « nombre de travailleurs en ont assez de réaliser le rêve professionnel de quelqu'un d'autre, ils préfèrent à présent réaliser le leur », est-il noté dans l'étude intitulée « Freelancing in Europe » signée par Malt, une plateforme de mise en relation d'entrepreneurs et d'entreprises. Pis, les travailleurs autonomes entendent le rester longtemps : 67.5% d'entre eux le sont devenus par motivation personnelle et s'en disent satisfaits ; seulement 10% sont en recherche active d'un emploi traditionnel à temps plein.

Source: Le blog du modérateur

<https://www.blogdumoderateur.com/etude-freelance-2024-profil-secteurs/>

### VERS UNE PÉNURIE DE CACAO?

En Afrique de l'Ouest, on s'apprête à effectuer la récolte intermédiaire de cacao, c'est-à-dire la deuxième récolte de l'année, mais celle-ci s'annonce « désastreuse ». En Côte d'Ivoire, le leader mondial de la production de cacao, les analystes s'attendent à ce qu'elle soit inférieure de 17% par rapport à celle de l'année dernière. Au Ghana, le numéro deux mondial, la récolte pourrait n'être que de 25 000 tonnes, contre 150 000 tonnes initialement prévues. Changement climatique oblige, la météo défavorable est l'une des principales causes de la chute de production annoncée. S'ajoute à cela, entre autres, la contrebande vers les pays voisins, où les prix sont plus élevés...

Source : Yahoo Finance

<https://finance.yahoo.com/news/africa-cocoa-harvest-falling-short-124247842.html>

## PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : [strategie@finmetrix.com](mailto:strategie@finmetrix.com)

---

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX